

## **Le Courier de la Marche Mondiale des Femmes contre les Violences et la Pauvreté**

N° 74- 30 novembre 2006 - Bonjour, voici quelques textes, rendez-vous et communiqués concernant les droits des femmes, en espérant qu'ils vous seront utiles. Ceci est un bulletin de collecte d'informations, ce qui veut dire que nous ne sommes pas obligatoirement d'accord avec tout ce qui est écrit (sauf pour les communiqués signés Marche mondiale des Femmes). Si vous recevez ces informations plusieurs fois (attention, vérifiez que l'envoyeur est bien directement la Marche) ou si vous ne voulez plus les recevoir, répondez à ce mail. Faites passer à vos réseaux et ami-es. Amicalement.

Coordination Française Marche mondiale des femmes 25/27 rue des Envierges, 75020 Paris, tel 01 44 62 12 04 ; 06 80 63 95 25, Site : <http://www.marchemondiale.org>.

---

### **MOBILISATIONS**

- 1 - Appel international des femmes en noir
- 2 - Contre le chômage et la précarité, pour la justice sociale, manifestation 12 décembre
- 3 - APPEL "Pour les femmes violées du Darfour, rompons le silence"

### **TEXTES**

- 4 - 1er décembre journée mondiale de lutte contre le sida : n'oublions pas les femmes

### **DEBATS, REUNIONS, COLLOQUES**

- 5 - Colloque Parité à Créteil
- 6 - LDH : Droits des femmes, Un combat pour l'universel : Femmes, n'acceptons pas l'inacceptable" PAS L'INACCEPTABLE ! »

### **FILMS, LIVRES, SORTIES...**

### **MOBILISATIONS**

- 1 - Appel international des Femmes en Noir

Halte au siège de Gaza !

Halte au massacre du peuple palestinien !

Pour répondre à cet Appel,

Venez nombreux - vêtus de noir - au

Rassemblement international et unitaire des Femmes en Noir

Le samedi 2 Décembre 2006

(A Paris : rassemblement de 15 à 17 heures à la Fontaine des Innocents)

*La Marche Mondiale des Femmes soutient cet appel, cependant nous considérons que ce texte ne rend pas compte de ce que vivent les femmes en Palestine. En plus de l'horreur de la guerre, de l'occupation du territoire, de la confiscation des terres, les femmes subissent des viols qui sont en augmentation alarmante à l'intérieur de leur propre famille (voir rapport d'Amnesty International). Certaines sont envoyées comme Kamicazes pour laver l'honneur de la famille. Elles sont enfermées triplement : par le mur, par le voile, par le silence. Nous souhaitons que dans les analyses concernant la situation des Palestiniens, on n'oublie pas les Palestiniennes. L'expérience des femmes Algériennes devrait nous avoir appris que, dans les guerres de libération, on oublie toujours les femmes sous prétexte que cela serait secondaire par rapport à toutes les autres horreurs subies.*

*Nous ne soupçonnons pas Les Femmes en Noir d'oublier les femmes, mais cet appel de le faire*

**APPEL :** Avant, pendant et après l'agression du Liban par Israël l'été dernier - et la mort de plus d'un millier de civils libanais - les massacres de la population palestinienne par l'armée israélienne se sont poursuivis dans la Bande de Gaza. Dans ce territoire palestinien illégalement "bouclé" et assiégié depuis des mois par l'armée d'Israël, les massacres de civils ont encore été décuplés depuis le début de ce mois de Novembre.

La politique unilatérale, militariste et belliqueuse d'Israël inflige toujours davantage de souffrances et d'humiliations, et fait subir une punition collective incessante à la population palestinienne, coupable du seul fait d'exister. Un peuple déjà lourdement pénalisé par la suspension de l'aide financière de l'Europe au gouvernement palestinien démocratiquement élu.

Comme l'analysent les Femmes en Noir de Jérusalem, la politique d'Israël et les exactions répétées de son armée - commises dans une totale impunité appuyée sur l'apathie quasi-générale des diplomatiques internationaux - conduisent toujours davantage la société israélienne elle-même à son propre désastre politique et moral.

Aussi :

- . Conformément à la Résolution 1325 des Nations unies mettant en avant le rôle déterminant des femmes dans les processus de résolution des conflits,
- . À l'appel de l'Union générale des femmes palestiniennes exprimé dans leur lettre à Kofi Annan, Secrétaire général des Nations Unies,
- . À l'appel du Mouvement international des Femmes en Noir, de la Coalition des Femmes pour la Paix, des femmes de Bat Shalom et de New Profile, de Ta'ayush, de Gush Shalom, de Yesh Gvul (mouvement de soldats israéliens refusant d'aller servir dans les Territoires palestiniens), des Anarchistes contre le Mur et des Rabbins pour les droits humains,

**NOUS DEMANDONS :**

- L'envoi dans les Territoires palestiniens d'une force internationale de protection des populations civiles
- La réunion de toute urgence d'une Conférence internationale sous l'égide des Nations Unies établissant les conditions d'une paix immédiate entre Israël et la Palestine par l'application pleine et entière des Résolutions de l'ONU.

## **2 - Contre le chômage et la précarité, manifestation le 2 décembre**

**CONTRE LE CHOMAGE ET LA PRECARITE**  
**POUR LA JUSTICE SOCIALE**  
**MANIFESTONS !**  
**samedi 2 décembre**  
**à 14 H, place de la République, Paris**

*Tract Unitaire : Contre le Chômage et la Précarité, Toutes et tous concernés*

Pour rappel : Le droit à l'emploi et au revenu est inscrit dans la constitution française ! Dans la déclaration universelle des droits de l'homme, il est précisé, à l'article 25 : "Toute personne a droit à la sécurité en cas de chômage et à un niveau de vie suffisant pour

assurer sa santé, son bien-être, et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux et les services sociaux nécessaires...".

Nous sommes loin du compte !!!

- Malgré une médiatisation très discutable sur la forme et le sur le fond quant à la baisse des chiffres, le chômage de masse persiste (même les politiques s'accordent officieusement sur le chiffre de 5 millions de chômeurs).
- Plus de la moitié des chômeurs ne sont pas indemnisés et, pour ceux qui le sont, les durées d'indemnisation sont de plus en plus courtes.
- La précarité devient la norme (1.700.000 personnes en CDD, 600.000 en intérim, 80 % des embauches en CDD avec une durée moyenne de 1 mois 1/2, le CNE toujours en place).
- Aujourd'hui, la France reste l'un des pays parmi les plus riches et pourtant, elle compte 3,3 millions d'allocataires des minima sociaux (plus de 6 millions de personnes concernées avec les ayant droits).
- Les moins de 25 ans, les stagiaires (800.000 stages proposés correspondant à 100.000 emplois potentiels), sont exclus de tout système d'indemnisation.

Quelle réponse à cette situation plus que dégradée : des mesures pour plus de flexibilité, des contrats aidés, des exonérations de cotisations patronales, bref, toujours les mêmes recettes avec en plus un contrôle social accru, un harcèlement par les services de l'emploi, la stigmatisation, la discrimination et les radiations...

Il est urgent que le droit à un travail choisi, le droit à un revenu décent, soient des thèmes prioritaires et centraux et que la justice sociale soit au cœur du débat public

Nous jugeons indispensable de refonder la protection sociale et les droits des personnes sans emploi, alternant emploi et chômage ou ne réussissant pas à vivre décemment de leur travail (travailleurs pauvres, paysans, intermittents...).

Nous revendiquons une continuité des droits et du revenu qui garantissent à toutes et tous quoi qu'il arrive (licenciement, fin de CDD, fin de mission intérim, démission...) le droit à un revenu individuel décent avec pour référence le SMIC revalorisé et des droits sociaux afférents (logement, santé, transports, formation, points retraite, progression de carrière...).

A l'appel de AC ! APEIS et MNCP et de (premiers signataires) : Actp-Paris, Attac, Cadac, CdSL, CEDETIM, Collectif National Droits des Femmes, Confédération Paysanne, Coordination des Intermittents et Précaires, CNT, Droit Au Logement, Droits devant !, FS, IPAM, Ligue des Droits de l'Homme, Marches Européennes, Marche Mondiale des Femmes, No-Vox, Réseau pour une Convergence des Mouvements Sociaux, SN -ANPE, Stop-Précariété, SUD-ANPE, Union Syndicale SOLIDAIRES...

*Pour la justice sociale, manifestation : Texte de l'APEIS*

La question est vaste, les réponses multiples tant elles dépendent de différents paramètres. D'abord d'où l'on se pose la question, de notre situation, de nos expériences, de notre degré de conscience, de nos croyances ou de la philosophie qui peut nous porter, de ce que l'on sait ou croit être nos besoins, y compris vitaux.

Est-il possible de classifier les urgences ? Pour certains l'inacceptable c'est que des femmes et des hommes se retrouvent à la rue (plus de 800 000 femmes et hommes sont ou ont été sans domicile fixe) ? Pour d'autres, c'est que des jeunes se retrouvent sans perspectives. Pour d'autres encore, c'est que des vieux soient dans la misère.

D'aucuns penseront que le scandale des scandales, c'est que des millions de salariés gagnant le SMIC et moins que le SMIC se retrouvent dans la pauvreté. Pour d'autres, l'intolérable

c'est l'expulsion des sans-papiers.

Nous ne sommes pas en capacité de hiérarchiser la douleur, la souffrance, l'angoisse et le désespoir, et c'est tant mieux. Mais nous pensons qu'il y a un point de départ, un détonateur à toutes ces vies en miettes piétinées par le MEDEF et les actionnaires. Il s'agit de leur féroce volonté de faire baisser le prix du travail.

Pour y parvenir, tous les coups, y compris les plus bas, sont permis : casser l'école, sacrifier la planète, faire croître les questions de l'insécurité sociale pour ne dénoncer que l'insécurité qui leur permet de justifier la société du tout répressif.

La terrible réalité, c'est que le chômage ne baisse pas. Ce qui baisse, c'est le nombre de chômeurs comptabilisés. Le nombre de femmes et d'hommes mal logés ou sans domicile fixe se comptent par millions, la pauvreté, même pour celles et ceux qui ont un emploi, devient endémique.

Et ne croyons surtout pas que nous ne sommes pas concernés, que nous n'en sommes pas là, que nous sommes différents. C'est ce que se sont dit des millions de chômeurs et de pauvres qui ne pouvaient pas penser que cela leur arriverait. Mais il s'agit d'une logique qui en épargnera peu si nous ne sommes pas en mesure d'inverser la tendance, de mettre un coup de pied dans le cul de la réalité économique et d'enfin déculpabiliser les victimes.

Pour la quatrième année, les organisations de chômeurs manifestent le samedi 2 décembre contre le chômage et la précarité. C'est l'occasion de prouver que l'on refuse la fatalité et d'affirmer qu'il est temps, plus que temps même, de chercher et de trouver ensemble des solutions pour chacune et pour chacun.

Nous en avons marre du débat de "l'oeuf et de la poule" pour savoir si il s'agit d'agir sur les causes ou les effets. Il faut évidemment s'attaquer aux causes, mais quelle meilleure façon que de partir des effets, du vécu, du réel ? Nos vies c'est aujourd'hui que nous les vivons !

APEIS

### 3 - APPEL "Pour les femmes violées du Darfour, rompons le silence"

A Paris, dimanche 10 décembre - 15h00

Place Simone De Beauvoir (devant le café de Flore - Paris 6ème)

Journée Internationale de solidarité avec les femmes violées du Darfour

De nombreuses personnalités feront la lecture publique des témoignages de ces victimes. Aziza a dix-sept ans. Elle ne sait pas encore si elle est enceinte mais elle sait qu'elle ne se mariera sans doute jamais. Il y a un mois, alors qu'elle ramassait du bois avec six femmes, elle a été poursuivie par des cavaliers Janjaweed. L'un d'eux l'a attrapée et l'a violée, après l'avoir mordue au bras et au cou pour la "marquer".

Des histoires comme celle d'Aziza, il y en a des centaines, des milliers au Darfour où se déroule, en silence, le premier génocide du 21<sup>ème</sup> siècle. Femmes de tous âges et aussi fillettes, au Darfour et à présent au Tchad où se poursuit l'épuration ethnique des tribus noires africaines.

Dans les environs du camp de Kalma, le plus grand camp de réfugiés du monde, le nombre des agressions sexuelles est passé de 10 par mois à 10 par jour. Chiffres horribles, chiffres froids, chiffres qui réifient les victimes.

Ici encore les femmes sont devenues des objets et le viol, l'instrument du nettoyage ethnique. "Tu portes un enfant Janjaweed", lance le violeur à sa victime. En même temps qu'on viole les femmes, on massacre leurs enfants. "Si je te laisse partir, tu vas grandir" lance, avant de l'abattre, l'assassin Janjaweed à l'enfant qui implore sa pitié.

Parce que nous savons, nous ne voulons pas nous taire.

Parce que nous devons exiger l'envoi l'immédiat de casques bleus au Darfour, en nombre suffisant, pour protéger les populations civiles, accord du Soudan ou non.

Parce que chaque minute compte,

Parce que la force des bourreaux leur vient de l'indifférence de l'opinion.

Parce que les femmes violées ne doivent pas être les victimes invisibles du 1er génocide du 21ème siècle.

Parce que se taire c'est être complice de non-assistance à personne massacrée.

Nous devons manifester notre horreur, notre indignation. Désignons les bourreaux, exigeons la justice. Le 10 décembre, dans le monde entier, des femmes forgeront une chaîne de solidarité avec les femmes du Darfour.

## TEXTES

### 4 - 1er décembre journée mondiale de lutte contre le sida : n'oublions pas les femmes

La féminisation de l'épidémie est aujourd'hui reconnue tant au niveau international que national (38 millions d'adultes dont 17,5 millions de femmes dans le monde, en France : 32 % des personnes au stade sida et 41 % des personnes nouvellement contaminées sont des femmes). À la dernière conférence mondiale de Toronto les femmes ont manifesté pour attirer l'attention sur les besoins spécifiques des femmes et lors de la séance de clôture Stephen Lewis, ambassadeur de l'ONUSIDA en Afrique, a souligné le manque de mobilisation des instances internationales et des états pour prendre en compte les facteurs qui amènent les femmes à être plus exposées aux risques et en particulier les violences

Où sont aujourd'hui au niveau mondial comme national les décisions politiques à la hauteur des enjeux ?

- L'inégalité de statut des hommes et des femmes est relevée dans toutes les études comme un des facteurs principaux de frein à la prévention : que met-on en place pour renforcer l'autonomie et les capacités des femmes ? Si l'égalité homme/femme est affirmée dans la loi de nombreux pays, la réalité est toute autre : plus grande précarité des femmes, violences conjugales, sexualité des femmes non reconnue

- Les moyens de prévention que les femmes maîtrisent (préservatif féminin, diaphragme) doivent être plus accessibles (disponibilité, baisse du coût). La recherche sur les microbicides doit être soutenue

- La lutte contre les violences est une des dimensions essentielles de la lutte contre le sida : quelles mobilisations internationales sur cet enjeu et en France, au-delà de la loi qui punit les violences, quelles actions de prévention des violences développent-on en particulier en direction des jeunes ? Peu de choses

- Seulement 10 % des femmes dans le monde ont accès au traitement de la prévention de la transmission de la mère à l'enfant : C'EST INACCEPTABLE. Alors qu'il a été prouvé par des études économiques que c'est l'un des actes thérapeutiques les plus "coût-efficace" au monde !

- Les femmes séropositives demandent le développement d une recherche plus active sur les spécificités des effets indésirables des traitements pour les femmes  
La lutte contre le sida ne peut faire l impasse sur les droits des femmes.  
Agissons ensemble pour faire avancer ces droits !  
Paris, le 29 novembre 2006 ACT UP- ANCIC - CADAC -MFPF - Sida Info Service

## REUNIONS, DÉBATS, COLLOQUES...

### 5 - Colloque Parité a Créteil

L observatoire de l égalité du Conseil Général du Val de Marne organise le 14 décembre a 18h30 à l Hotel du Département un débat intitulé "femmes et vie publique : un enjeu pour la démocratie".

Nous venons d avoir la confirmation de la présence de Sandrine Léveque, chercheure au centre de recherches politiques de la Sorbonne et Catherine Achin, chercheure au laboratoire Cultures et sociétés urbaines. Elles viennent de sortir un livre très intéressant intitulé " Femmes en politique".

Vous trouverez ci-joint un coupon-réponse a compléter et a nous renvoyer par courrier ou courriel.

Contact : pascale 0156728950 - mailto:[pascale.gnohere@cg94.fr](mailto:pascale.gnohere@cg94.fr) ou  
Françoise Daphnis 0156728938 : [francoise.daphnis@cg94.fr](mailto:francoise.daphnis@cg94.fr)

Nom : Prénom : Adresse

En tant que représentant de l organisme Adresse :

Ville : CP :

### 6 - LDH : Droits des femmes, Un combat pour l universel : Femmes, n acceptons pas l inacceptable" PAS L'INACCEPTABLE ! »

Les lois francaises et européennes garantissent, en principe, l égalité hommes/ femmes. La réalité est a la traine :

- Contraceptifs non remboursés, insuffisance de services pratiquant l IVG.
- Cantonnement massif des femmes dans le travail a temps partiel et dans la précarité.
- Place dérisoire dans la représentation politique et surtout parlementaire.
- Persistance des violences contre les femmes.

Autant d exemples d un piétinement inacceptable dans un pays démocratique. Pire, on assiste

Aujourd hui, dans certains secteurs, à des retours en arrière : pression familialiste contre le droit des femmes a travailler ; menaces récurrentes contre des droits acquis comme lIVG ; exclusion aggravée des femmes étrangères renvoyées a la clandestinité et à la précarité des petits boulots de service a la personne.

La Ligue des droits de l Homme ne peut accepter ces injustices ni ces discriminations. Les résorber transformera profondément non seulement la vie des femmes, mais la société tout entière

Les sections de Créteil et de Maisons-Alfort de la Ligue des droits de l Homme vous invitent a un débat public animé par Nicole SAVY, vice-présidente de la LDH.

Quatre tables rondes avec les témoignages de partenaires engagé(e)s dans ces combats communs.

1- FEMMES ET TRAVAIL : précarité, discrimination, travail et vie familiale

2- FEMMES ET SANTE : prévention, sexualité, contraception

3- FEMMES DANS LA VILLE : lien social, tensions, solidarité

4- FEMMES EN POLITIQUE

Associations participant aux tables rondes : Ancre, Observatoire sur l'égalité, CG 94, Elles aussi, Sonikara, Réseau Santé Créteil Soli-darité, Femmes de tous pays, Video femmes de Créteil, Des femmes syndicalistes, Des femmes engagées dans la vie politique

Pour nous contacter : Courrier : LDH - sections de Créteil et de Maisons-Alfort - BP 68 - 94002 CRETEIL CEDEX. Courriel : [ldh.creteil@wanadoo.fr](mailto:ldh.creteil@wanadoo.fr)— Téléphone : 06 10 20 50 83

### **FILMS, LIVRES, SORTIES...**

Le Dimanche 3 décembre à 15h, dans le cadre de la Campagne nationale de la ligue des Droits de l'Homme : " Femmes, n acceptons pas l'inacceptable" à la Salle Jean Cocteau, rue des Écoles - Créteil-Village, les vidéofemmes animent l'atelier Femmes dans les quartiers.

Pour plus d'informations, n'hésitez pas à contacter : [pennetier.claude@wanadoo.fr](mailto:pennetier.claude@wanadoo.fr) , 0610205083

- le Jeudi 7 décembre à 19h au Centre Social Kennedy, 36 bd Kennedy à Créteil.

Venez découvrir les dernières Vidéo une minute sur les Ages réalisées par les Videofemmes et de nouvelles stagiaires...l'occasion aussi de découvrir les photos prises par Sonia Bressler lors de notre voyage en Italie

- le mardi 12 décembre à 14h projection du film *Indigènes* de Rachid Bouchareb, au cinéma La Lucarne à Créteil. projection suivie d'un débat ; Contact : [filmsfemmes.delpon@wanadoo.fr](mailto:filmsfemmes.delpon@wanadoo.fr)